

**Objectif** Lettre d'information  
économique

# AFRIQUE

N° 255 – janvier 2026

# Les titres à la une

**Afrique centrale :** sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEMAC à Brazzaville

**Afrique de l'Est :** l'Éthiopie et le Kenya tireraient la croissance de l'Afrique de l'Est en 2026

**Afrique de l'Ouest :** Huitième édition des Rencontres du Marché des Titres Publics

**Afrique Australe :** une prolongation de l'AGOA jusqu'à fin 2026 qui réduit l'incertitude à court terme, sans lever les doutes de long terme

## LE CHIFFRE À RETENIR

**4,6 %**

La croissance en Afrique subsaharienne devrait s'accélérer pour atteindre +4,6 % en 2026 et 2027

(Source : FMI, World Economic Outlook update – Janvier 2026)

# Table des matières

---

|                                         |           |
|-----------------------------------------|-----------|
| <b>FOCUS .....</b>                      | <b>4</b>  |
| <b>Conjoncture.....</b>                 | <b>5</b>  |
| <b>Environnement des affaires .....</b> | <b>11</b> |
| <b>Projets et financements.....</b>     | <b>12</b> |
| <b>Secteurs d'activités .....</b>       | <b>17</b> |
| Agriculture et agroalimentaire.....     | 17        |
| Energies et matières premières.....     | 18        |
| Industrie, transports et services ..... | 19        |
| <b>Contacts.....</b>                    | <b>24</b> |

# FOCUS

## **Le Sommet « Africa Forward – Partenariats entre l’Afrique et la France pour l’innovation et la croissance » invite le monde des affaires françaises et africaines à Nairobi, les 11 et 12 mai 2026**

Le Sommet « Africa Forward », qui se tiendra les 11 et 12 mai 2026 au Kenya, sera le premier Sommet de ce type dans un pays anglophone, co-organisé avec une économie dynamique, partenaire bilatérale de longue date. Après le Sommet Afrique-France de Montpellier en octobre 2021, cet événement international de haut niveau s’inscrit dans le renforcement continu des relations entre la France et les pays africains, porteuses de partenariats mutuellement bénéfiques.

Le 11 mai, « Africa Forward: Inspire & Connect » réunira 1 500 à 2 000 dirigeants d’entreprises, investisseurs et décideurs de haut niveau issus d’Afrique et de France. Au-delà de la conclusion et de la promotion des partenariats transcontinentaux, le forum sera le rendez-vous stratégique et inspirationnel des leaders qui façonnent la transformation économique et industrielle du continent. La journée sera rythmée par des panels de haut niveau entre PDG, ministres ou encore investisseurs, mettant l’accent sur les succès, les transformations, les visions stratégiques mais aussi les défis que portent les entreprises en Afrique.

Le Sommet des chefs d’Etat et de gouvernement qui se tiendra le 12 mai, réunira une trentaine de leaders autour du Président Ruto et du Président Macron, ainsi que des représentants du secteur privé, d’institutions financières internationales ou de la société civile. Des rencontres seront organisées entre les chefs d’Etats et les chefs d’entreprise français et africains qui font vivre les partenariats entre les deux continents. Les échanges permettront de partager une vision commune des enjeux mais aussi des solutions pour soutenir l’industrialisation durable du continent, sa transition énergétique et numérique ou encore sa souveraineté agricole, sanitaire et logistique. Le Sommet permettra enfin de valoriser la richesse des échanges franco-africains à travers sa diaspora, sa société civile, le sport ou encore la culture, autour d’événements dédiés.

La participation à la journée du 12 mai se fait sur invitation. Il est d’ores et déjà possible de se pré-inscrire aux adresses suivantes : [https://www.af-inspire-connect.com/fr/registration/formulaire-d-inscription-?utm\\_source=SG](https://www.af-inspire-connect.com/fr/registration/formulaire-d-inscription-?utm_source=SG) (formulaire en français) ou [https://www.af-inspire-connect.com/en/registration/formulaire-d-inscription-?utm\\_source=SG](https://www.af-inspire-connect.com/en/registration/formulaire-d-inscription-?utm_source=SG) (formulaire en anglais).



# Conjoncture

## **Afrique – La Banque Afrique de Développement (BAfD) se tourne vers les institutions de financement du monde arabe face au retrait des donateurs occidentaux**

Le mardi 13 janvier 2026, la Banque Africaine de Développement (BAfD) a tenu une réunion historique à Abidjan avec le Groupe de Coordination Arabe (GCA) pour pallier la baisse des financements en provenance des pays occidentaux, notamment des États-Unis, alors que le déficit de financement du développement en Afrique s'est creusé, atteignant 402 Md USD par an. Face au retrait des bailleurs traditionnels, le nouveau président de la BAfD, Sidi Ould Tah, prône un partenariat « stratégique et structuré » avec le monde arabe pour combler le déficit de financement. Le GCA inclut des acteurs majeurs tels que la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique, le Fonds de l'OPEP pour le développement international et le Fonds Saoudien pour le Développement. L'objectif est de mobiliser des fonds à long terme pour l'industrialisation, la création d'emplois, l'agriculture et les infrastructures (notamment les ports et l'assainissement).

## **Afrique australe – AGOA : une prolongation jusqu'à fin 2026 qui réduit l'incertitude à court terme, sans lever les doutes de long terme**

Le président américain Donald Trump a promulgué cette semaine une loi prolongeant l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) jusqu'au 31 décembre 2026. L'AGOA prévoit l'application par les États-Unis de droits de douane proches de 0 % sur les exportations de certains produits stratégiques en provenance de 32 pays africains. L'expiration, le 30 septembre, de son précédent renouvellement (qui avait été accordé en 2015 pour une durée de dix ans) avait créé une forte incertitude pour les exportateurs africains, confrontés au rétablissement de droits de douane importants (18% en moyenne pour les exportations sud-africaines à destination des États-Unis en fin d'année, contre environ 0,5% auparavant). La prolongation adoptée permettrait en outre un traitement rétroactif en franchise de droits pour les exportations éligibles réalisées entre septembre 2025 et l'entrée en vigueur de la mesure, limitant ainsi les pertes à court terme. Depuis 2000, l'AGOA constitue un pilier des relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne, soutenant l'emploi, la diversification des exportations et l'intégration aux chaînes de valeur mondiales dans plusieurs économies bénéficiaires, dont le Kenya, le Lesotho ou l'Éthiopie. La durée limitée de cette extension, plus courte que celle initialement envisagée par la

Chambre des représentants américaine (jusqu'en 2028), entretient toutefois l'incertitude quant à l'avenir du dispositif au-delà de 2026.

## **Afrique australe – Recul marqué des prêts chinois et virage stratégique vers le yuan en 2024**

Les prêts chinois à l'Afrique ont atteint 2,1 Md USD en 2024, selon les données du *Global Development Policy Center* de l'université de Boston, soit un montant près de deux fois inférieur à celui de l'année précédente, et très en-deçà du pic de 28,8 Md USD atteint en 2016. Il s'agit de la première baisse annuelle depuis la pandémie de Covid-19. Ce repli traduit un changement structurel de la stratégie chinoise sur le continent : Pékin s'éloigne des méga-projets d'infrastructures libellés en dollars (routes, chemins de fer) au profit de financements plus ciblés, de taille réduite et commercialement viables. La Chine privilégie désormais les prêts en RMB, le financement des PME via les banques locales africaines, ainsi que les investissements directs étrangers (IDE) plutôt que les prêts souverains classiques. Ce recentrage intervient après les pertes subies par Pékin à la suite des défauts de paiement de la Zambie, du Ghana et de l'Éthiopie. Les financements supérieurs à 1 Md USD deviennent plus rares, au profit de mécanismes visant à réduire le risque d'endettement.

Dans l'ensemble, ces évolutions confirment l'entrée dans une nouvelle phase plus prudente et sélective de l'engagement financier chinois en Afrique, fondée sur des instruments de marché, une exposition au risque plus maîtrisée et une recherche accrue de soutenabilité.

## **Afrique centrale – Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEMAC à Brazzaville**

Les Chefs d'État et de Gouvernement (CEG) de la CEMAC se sont réunis en sommet extraordinaire à Brazzaville le 22 janvier 2026 afin d'évaluer l'évolution des principaux équilibres macroéconomiques et financiers régionaux et de renforcer la coordination des politiques économiques nationales. Dans un contexte économique régional fragile, les CEG ont, ainsi, réaffirmé leur attachement à la stabilité du cadre macroéconomique et monétaire de la CEMAC, et au rôle central des institutions communautaires. Selon le communiqué final officiel, la Conférence des Chefs d'Etats appelle à garantir la cohérence entre les lois des finances et les engagements des Etats, notamment avec le FMI, dans un souci de compatibilité avec les objectifs de soutenabilité de la dette et de consolidation de la position extérieure. Elle a, dans ce contexte, appelé les Etats à négocier, conclure ou poursuivre, dans le court terme, les programmes économiques et financiers avec le FMI. Enfin, le sommet appelle au

renforcement du Secrétariat du Programme des Réformes Economiques et Financières, afin de disposer d'un mécanisme de suivi et d'évaluation efficace, celui-ci devant mener l'évaluation du premier trimestre 2026, en amont des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale au printemps prochain.

## **Afrique de l'ouest – Huitième édition des Rencontres du Marché des Titres Publics**

La 8e Rencontre du Marché des Titres Publics (REMTP) s'est tenue les 27 et 28 janvier 2026 à Lomé et a été marquée par le lancement de « UT Marché », plateforme centralisée de cotation, de négociation et de transactions sur le marché secondaire des titres publics de l'UEMOA. À cette occasion, UMOA-Titres a présenté le bilan 2025, caractérisé par un volume levé par adjudication de 11 859 Md FCFA (18,1 Md EUR), en hausse de 46 % g.a., avec une progression dans l'ensemble des pays à l'exception du Togo (-36,6 %). Le taux de couverture moyen s'est établi à 131 % (116 % en 2024), la maturité moyenne des émissions à 2,14 ans (2,01 ans en 2024) et le taux moyen pondéré à 7,6 %, en hausse de 0,12 p.p. L'encours des titres publics a atteint 21 629 Md FCFA (33,0 Md EUR), soit +20,8 % g.a., tandis que la part des banques dans la détention est revenue à 80 % contre 88 % en 2024. Pour 2026, les États membres prévoient de lever 15 143 Md FCFA (23,1 Md EUR), dont 84 % par adjudication et 16 % par appel public à l'épargne, pour un financement net attendu de 2 291 Md FCFA (3,5 Md EUR).

## **Afrique de l'Est – L'Éthiopie et le Kenya tireraient la croissance de l'Afrique de l'Est en 2026**

Selon le rapport [\*World Economic Situation and Prospects 2026 des Nations unies\*](#), publié le 8 janvier, l'Afrique de l'Est devrait surperformer les autres sous-régions du continent en 2026, une dynamique portée par l'Éthiopie et le Kenya, les deux économies les plus importantes. La croissance de l'Éthiopie est projetée à +6,3 % pour 2026 et celle du Kenya à +5,1 %. Les perspectives éthiopiennes reposent sur une production agricole stable, une demande intérieure soutenue et des réformes menées avec le soutien du programme FMI. La sous-région devrait également bénéficier d'une intégration régionale renforcée et de l'essor des énergies renouvelables, notamment après l'inauguration du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne en septembre 2025. Toutefois, les risques demeurent élevés. L'Éthiopie est en situation de surendettement, tandis que l'émission d'euro-obligations du Kenya en 2025, à des taux élevés, souligne des préoccupations persistantes en matière de soutenabilité de la dette. Par ailleurs, l'évolution des politiques commerciales mondiales menace l'industrie textile kényane, un important pourvoyeur d'emplois. Malgré ces contraintes, la dynamique régionale devrait porter la croissance de l'Afrique de l'Est à +5,8 % en 2026, après +5,4 % en 2025. Le Rwanda et l'Ouganda devraient croître respectivement de +7,2 % et +6,4 % en 2026.

La Tanzanie est projetée à +5,8 %, le Soudan du Sud à +26,2 %, Madagascar à +4,4 % et le Burundi à +4,0 %.

## **Cameroun – L'État parvient à lever 750 M USD à 10,1 % sur le marché international**

L'État du Cameroun a réussi une nouvelle émission d'eurobonds de 750 M USD avec une maturité de 5 ans (avec 2 ans de grâce), assortie d'un rendement de 10,1 %, devenant le deuxième pays africain à accéder aux marchés internationaux cette année après le Bénin. L'opération, arrangée par Citigroup, a attiré une large base d'investisseurs institutionnels internationaux, principalement anglo-saxons. Cette émission s'inscrit dans le cadre du décret signé le 21 janvier 2026, par lequel le président Paul Biya autorise le ministre des Finances à recourir aux marchés des capitaux intérieur et extérieur pour mobiliser des emprunts d'un montant maximum de 1 650 Mds FCFA dont 1 000 Mds FCFA sur les marchés financiers extérieurs. Ces ressources seraient destinées au financement des projets de développement et à l'apurement des restes-à-payer (RAP). Selon les données officielles du gouvernement, ces RAP atteignaient 485,4 Mds FCFA à fin septembre 2025, un niveau qui pèse sur la trésorerie des fournisseurs de l'État et sur l'activité des entreprises dépendantes de la commande publique.

## **Éthiopie – Approbation de la 4<sup>e</sup> revue du programme FMI**

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé, le 16 janvier, la 4<sup>e</sup> revue du programme au titre de la Facilité élargie de crédit pour l'Éthiopie, autorisant un décaissement immédiat d'environ 261 MUSD – portant les décaissements totaux à 2,18 Md USD depuis le début du programme en juillet 2024 (sur 3,4 Md USD). Le Fonds note d'importants progrès dans la mise en œuvre du programme, avec des résultats macroéconomiques meilleurs qu'anticipés. La croissance reste soutenue, les exportations et les recettes publiques progressent, les réserves de devises se renforcent et l'inflation recule, traduisant les effets positifs des réformes. Le FMI souligne toutefois que le maintien de la dynamique de réformes demeure essentiel pour consolider ces acquis, notamment sur la réforme du marché des changes et sur la politique budgétaire et fiscale du gouvernement. Enfin, la conclusion d'un accord avec les créanciers privés demeure nécessaire pour restaurer pleinement la soutenabilité de la dette.

## **Ghana – Le Ghana et Afreximbank trouvent un accord de résolution sur une facilité de 750 M USD**



Le ministère des Finances ghanéen et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) ont annoncé avoir réglé les différends relatifs à une facilité de financement de 750 M USD, contractée en 2022. Aucun détail n'a été communiqué à ce stade sur les modalités financières de l'accord ou l'impact sur le profil de dette. Les deux parties indiquent toutefois que cet accord ouvre la voie à une coopération financière continue, dans un contexte de normalisation progressive des relations avec les créanciers et partenaires financiers.

### **Kenya – Moody's relève la note souveraine à B3 avec perspective stable**

Le 27 janvier 2026, Moody's a relevé la note souveraine du Kenya de Caa1 à B3 et révisé la perspective de positive à stable, traduisant une diminution du risque de défaut à court terme. Cette décision repose sur l'augmentation des réserves de change, estimées à environ 12,2 Md USD fin 2025, offrant une couverture confortable des importations, ainsi que sur un déficit courant plus modéré. Le retour du Kenya sur les marchés internationaux en 2025, via une émission d'euro-obligations, a contribué à réduire les risques de refinancement à court terme et à améliorer l'accès aux financements extérieurs, renforçant la perception de la résilience macroéconomique du pays. Moody's souligne toutefois la persistance de vulnérabilités structurelles, notamment une capacité d'endettement limitée, un déficit budgétaire élevé et un coût du service de la dette contraignant, qui continuent de restreindre les marges de manœuvre budgétaires et d'exposer le pays à des chocs macrofinanciers.

### **Mauritanie – L'assemblée nationale adopte la LFI 2026**

Le 29 décembre 2025, l'Assemblée nationale mauritanienne a adopté la loi de finances initiales (LFI) pour l'exercice 2026. Le budget s'équilibre en recettes et en dépenses à 132,2 Md MRU (2,9 Md EUR°, en hausse de 11% par rapport à la loi de finances rectificative de 2025. Les recettes fiscales sont estimées à environ 85,1 Md MRU (1,8 Md EUR), soit une hausse de 11,7 % par rapport à la LFR 2025, et les dépenses d'investissements sont projetées à 62,1 Md MRU (1,3 Md EUR), en hausse de 15,9 % par rapport à la LFR 2025. Le déficit budgétaire est attendu à 3,4 Md MRU (573,3 M EUR), soit 0,7 % du PIB et le taux de croissance économique à 5,1% en 2026.

### **Sénégal : Le pays prévoit de mobiliser 6,3 Md EUR sur le marché régional en 2026**

Dans le cadre de sa stratégie de financement pour l'année 2026, le Sénégal prévoit de lever sur le marché régional 4 132 Md FCFA (6,3 Md EUR). Ce montant représente 68 % du besoin de financement de l'Etat, estimé à 6 075 Md FCFA (9,3 Md EUR). L'annonce

a été faite par le Directeur de la dette publique, lors des Rencontres sur le marché des Titres publics (REMP), qui se sont tenues du 26 au 28 janvier 2026 à Lomé. Les émissions prévues sur le marché régional porteront sur (i) des emprunts obligataires par syndication via des appels publics à l'épargne pour un montant total de 1200 Md FCFA (1,8 Md EUR), (ii) l'émission d'un Sukuk d'un montant de 180 Md FCFA (274,4 M EUR), et (iii) 2 752 Md FCFA (4,2 Md EUR) par adjudication. Selon le Directeur, cette orientation vise à réduire les risques de taux d'intérêt et de refinancement avec un objectif d'équilibre à 50/50 entre les emprunts domestiques et extérieurs. Elle intervient dans un contexte d'absence de programme avec le FMI et de dégradation de la notation du pays, limitant son accès aux marchés internationaux.

## **Tchad – Adoption et promulgation de la loi de finances 2026**

Le 26 décembre 2025, le Sénat a adopté en séance plénière le projet de loi de finances pour l'exercice 2026 à une large majorité, à l'issue de la présentation du texte par le gouvernement. La loi de finances a été promulguée par décret le 29 décembre 2025. Elle s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan national de développement « Tchad Connexion 2030 » et prévoit des recettes d'environ 2 275 Mds FCFA pour des dépenses proches de 2 530 Mds FCFA, soit un déficit d'environ 255 Mds FCFA à financer par l'appui des partenaires et les marchés financiers. Parmi les mesures phares, la loi met l'accent sur l'élargissement de l'assiette fiscale, la digitalisation (interconnexion des régies financières, facturation électronique) et l'intégration du régime fiscal des Zones économiques spéciales dans le Code général des impôts. Elle accorde aussi des incitations (exonérations pouvant aller jusqu'à dix ans) à plusieurs secteurs jugés stratégiques : industrie, énergie, agri-business, équipements vétérinaires, industries culturelles et créatives. Un crédit d'impôt pour la formation professionnelle est instauré afin d'encourager l'emploi des jeunes et l'investissement des entreprises dans les compétences. Elle renforce enfin les ressources des collectivités territoriales autonomes, notamment via l'affectation de nouvelles recettes issues de la fiscalité sur la vente de bétail.

## **Zambie – Le FMI approuve le dernier versement à la Zambie de son programme d'aide**

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé ce mardi le versement de la septième et dernière tranche du programme de financement (Facilité Elargie de Crédit – FEC) de 1,7 Md USD octroyé en août 2022, pour un montant de 190 M USD. Pour rappel, la Zambie avait été le premier pays africain à faire défaut durant la pandémie de Covid-19. Après l'élection du président Hakainde Hichilema, Lusaka a engagé de profondes réformes structurelles pour stabiliser son cadre macroéconomique. Ces efforts, couplés à une croissance attendue à 5,2 % en 2025, ont été salués par l'agence Standard & Poor's qui a relevé la notation de la dette zambienne de « SD » (défaut

sélectif) à « CCC+/C » en novembre dernier. Dans la foulée, Fitch Ratings a également relevé la note souveraine de la Zambie de « RD » (*restricted default*) à « B- » en fin novembre, avec une perspective stable. Ce redressement marque le retour progressif du pays vers la stabilité financière sur la scène continentale.

Les obligations en USD de la Zambie arrivant à échéance en 2053 ont toutefois chuté récemment, après que le FMI a publié des prévisions économiques moins optimistes qu’initialement prévu. Malgré des prix et une production record de cuivre, le FMI a en effet abaissé ses projections de croissance pour 2026 à 5,8 % (contre 6,4 % précédemment) et réduit ses prévisions d’excédent courant à 1,7 % du PIB (contre 2,7 % précédemment). Les réserves de change couvriraient désormais 3,9 mois d’importations (contre 4,4 mois anticipés précédemment).

Le gouvernement zambien a officiellement sollicité un nouveau programme de soutien auprès du FMI, dont la négociation s’annonce toutefois ardue en année électorale.

## Environnement des affaires

### Afrique du Sud – L’Union Européenne retire l’Afrique du Sud de sa liste des pays à haut-risque en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme

Le 29 janvier 2026, l’Afrique du Sud sera officiellement retirée de la liste de l’Union européenne des pays à haut risque en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, une décision qui fait suite à son retrait de la liste grise du GAFI, intervenu en octobre 2025. Les établissements financiers européens ne seront ainsi plus tenus, à compter du 29 janvier, d’appliquer des mesures de vigilance complémentaire à l’égard de leurs clients localisés en Afrique du Sud, ce qui devrait faciliter les flux financiers, réduire les coûts de transaction et favoriser l’investissement.

### Angola – Corridor de Lobito : lancement d’une coordination renforcée autour de la Banque mondiale

Réunis à Luanda, l’Angola, la Zambie et la RDC ont lancé, avec l’appui de la Banque mondiale, un nouveau dispositif de coordination pour accélérer le développement du corridor de Lobito. La réunion a également marqué le démarrage de l’« Engine Room » de la Banque mondiale, plateforme destinée à mieux coordonner les bailleurs (BM, BAfD, AFD, Union Européenne, DFC, etc.) et à suivre la mise en œuvre des projets le long du corridor. Cette dynamique vise à fluidifier la mobilisation des financements et

à synchroniser les priorités sur les infrastructures de transport, la logistique et la facilitation du commerce. Projet structurant pour la région, le corridor de Lobito doit renforcer la connexion entre l'intérieur de l'Afrique centrale et australe et les marchés internationaux via la façade atlantique angolaise.

### **Cameroun – La SFI annonce la création d'un Conseil consultatif pour dynamiser le secteur privé**

La Société financière internationale (SFI) a annoncé le lancement prochain au Cameroun d'un conseil consultatif du secteur privé, destiné à renforcer le dialogue public-privé et à orienter les réformes économiques afin d'améliorer l'environnement des affaires. À l'occasion d'une rencontre avec les autorités camerounaises et la communauté d'affaires, son vice-président régional pour l'Afrique, Ethiopis Tafara, a souligné le rôle central du secteur privé, dominé par des entrepreneurs locaux opérant dans un écosystème mêlant formel et informel, comme moteur de la croissance, de l'emploi et de l'innovation. Pour soutenir cette dynamique, la SFI déploie une stratégie intégrée axée sur l'amélioration du climat des affaires, le renforcement des capacités et de l'accès au financement des PME, ainsi que le développement de chaînes de valeur compétitives, notamment dans l'énergie et l'agriculture à travers des initiatives comme le Compact Énergie et AgriConnect. Le futur Conseil consultatif devra ainsi fournir des recommandations concrètes pour favoriser une croissance inclusive tirée par le secteur privé et renforcer l'attractivité économique du Cameroun.

### **Madagascar – Lancement des assises pour la relance économique**

Le Président de la Refondation de la République de Madagascar, en présence de ministres, représentants du secteur privé et de la communauté financière internationale, a lancé le 19 janvier 2026 les « Assises pour la relance économique de Madagascar », avec pour objectif de produire d'ici la mi-mars 2026 un plan national stratégique pour la relance économique. Le ministre de l'économie et des finances a fait état de plusieurs difficultés : une croissance moyenne insuffisante de 4,3 % sur les cinq dernières années ; un taux de productivité ne représentant que 25 % de la productivité moyenne en Afrique subsaharienne ; un niveau d'informalité très élevée (près de 90 % des emplois non agricoles). Les Assises visent, à court terme, à restaurer la confiance entre le secteur privé et l'État et, au-delà, à mettre en place un nouveau « contrat économique » garantissant une reprise durable de la croissance et un développement soutenu. Elles réuniront durant deux mois les parties prenantes, publiques et privées, dans le cadre de dialogues à l'échelle nationale et régionale.

### **Niger - Réaménagement du ministère de l'Economie et des Finances**

Le 26 janvier 2026, le Président de la Transition a signé un décret réaménageant le gouvernement. Entre autres, le portefeuille de l'Economie et des Finances, attribué auparavant au Premier ministre, est désormais alloué à M. Mamane Laouali Abdou Rafa, jusqu'alors Directeur National de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Le nouveau ministre est chargé de la conduite des politiques économiques et financières et des négociations avec les partenaires techniques et financiers.

## **Niger – Projet de loi de finances 2026 adopté**

Le 31 décembre 2025, le Conseil des ministres a adopté le projet d'ordonnance portant loi de finances pour l'année budgétaire 2026. Le budget s'appuie sur la note de cadrage macroéconomique 2026-2028 et les orientations du Programme de la Refondation de la République 2025-2029. Les recettes totales sont estimées à 2922,2 Md FCFA (4,5 Md EUR), dont 1861,9 Md FCFA (2,8 Md EUR) de recettes budgétaires et 1 060,3 Md FCFA (1,6 Md EUR) de ressources de trésorerie (emprunts sur les marchés intérieurs pour 592 Md FCFA, emprunts projets pour 289 Md, et emprunts programmes pour 179 Md). De leur côté, les charges de l'Etat sont fixées 2286,9 Md FCFA (3,5 Md EUR), le solde budgétaire global est donc déficitaire de 425 Md FCFA (650 M EUR). Pour les autorités, ce budget 2026 repose sur les hypothèses de dynamisation du secteur agricole, de poursuite des grands projets et exportations pétrolières, la hausse de la production d'or (et d'uranium), ainsi que le développement des zones économiques spéciales.

# **Projets et financements**

## **Afrique du sud – Transnet signe un partenariat avec deux organisations portuaires belges pour moderniser les ports sud-africains**

Transnet a conclu un accord de collaboration avec le Port of Antwerp-Bruges International (PoABI) et l'Antwerp/Flanders Port Training Centre lors du Forum Économique Mondial à Davos. L'objectif : moderniser les ports sud-africains, en améliorant leur fonctionnement, leur planification, leur durabilité et les compétences de Transnet. Ce partenariat vise à rendre les ports plus efficaces et à renforcer la compétitivité de l'Afrique du Sud sur le plan régional et mondial. Il prévoit de la formation technique, des conseils en gouvernance et l'adoption de meilleures pratiques logistiques et numériques.



L'accord inclut aussi le développement des corridors intérieurs et l'attraction d'investissements internationaux, par exemple via l'initiative Global Gateway de l'Union européenne. Selon Transnet, cette collaboration s'inscrit dans sa stratégie Reinvent for Growth, qui cherche à optimiser et à étendre les infrastructures portuaires grâce à des partenariats et des investissements ciblés.

## **Bénin – Le pays lève avec succès un montant de 850 M USD sur le marché international**

Selon un communiqué publié le 22 janvier 2026, le Bénin a levé avec succès un montant global 850 M USD à travers deux opérations sur le marché international : l'émission d'un Sukuk de 500 M USD sur une maturité de 7 ans et (ii) la réouverture de son Eurobond arrivant à échéance en 2038, pour un montant additionnel de 350 M USD. Ces deux opérations affichent respectivement des coupons en euros de 4,92 % et de 6,19%, grâce à des opérations concomitantes de couverture de change Dollar-Euro portant sur l'intégralité des montants émis. Le Bénin devient ainsi le premier pays d'Afrique à émettre un Sukuk international, mais également à réaliser une émission sur le marché international en 2026. L'opération a suscité un fort intérêt de la part des investisseurs internationaux, qui s'est traduit par un livre d'ordres culminant à plus de 7 Md USD, soit une sursouscription supérieure à 8 fois le montant émis, émanant d'investisseurs basés en Europe, aux Etats-Unis, en Asie et du Moyen-Orient, dont une part significative de nouveaux investisseurs des pays du Golfe.

## **Cameroun – AFD : 175,5 M EUR au service de la résilience urbaine, de la sécurité alimentaire et du développement local**

Cinq conventions de financement ont été signées le mercredi 21 janvier 2026 entre le ministère de l'Économie et l'Agence Française de Développement (AFD). Le principal engagement concerne un prêt de 150 M EUR destiné au financement du Projet de Lutte contre les Inondations à Douala et Yaoundé (PLIDY). Il vise à réduire durablement la vulnérabilité des populations urbaines face aux inondations, renforcer la résilience climatique et améliorer le cadre de vie dans les quartiers les plus exposés. Parmi les autres conventions signées, figurent SEPTENTRIONEST en soutien à l'entrepreneuriat féminin dans les régions du Nord, l'Adamaoua et l'Est (5M€) et la 2e phase de SECAL (5M€) subvention destinée au renforcement de la sécurité alimentaire et l'entreprise rurale. Ont également été signés dans le cadre du 3ème Contrat de Développement et de Désendettement (C2D), un appui budgétaire pour l'éducation de base (11 M EUR), ainsi qu'un financement de 4,5 M EUR en faveur du projet de renforcement de la décentralisation et de la gouvernance locale au Cameroun (REDECA). Ces projets s'inscrivent pleinement dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020–2030 (SND30).

## Cap Vert - 15 M USD pour accélérer la transition énergétique

Le gouvernement du Cap-Vert a obtenu près de 15,3 M USD de financement additionnel pour la transition énergétique. L'appui provient principalement de la Banque mondiale (13,3 MUSD), complété par le Canada Clean Energy and Forest Climate Facility (1,6 M USD) et le Global Infrastructure Facility (0,4 M USD). Cet appui est mobilisé principalement pour la mise en œuvre du projet Energies renouvelables et efficacité énergétique dans les services publics. Ce dernier permettra entre autres de soutenir (i) le développement de 68 MW de nouvelles installations solaires photovoltaïques et éoliennes et de 12 MWh de stockage par batteries, réduire la dépendance aux combustibles fossiles importés (objectif de 50 % des énergies renouvelables d'ici 2030) et (ii) les efforts du Cap-Vert pour atteindre l'accès universel à l'électricité.

## Éthiopie – Signature d'un partenariat de franchise entre Carrefour et le groupe MIDROC

Le 5 janvier 2026, Carrefour et le supermarché Queens, filiale du groupe MIDROC, ont signé un partenariat de franchise et d'approvisionnement pour le déploiement de l'enseigne Carrefour, son expertise et ses produits en Éthiopie. Dans le cadre de cet accord, Carrefour accompagnera MIDROC dans la transformation de 13 magasins Queens sous l'enseigne Carrefour d'ici mi-2026. L'objectif est d'ouvrir 17 magasins supplémentaires d'ici 2028, dont quelques hypermarchés. Ce partenariat s'appuie sur une relation commerciale déjà établie, le groupe MIDROC étant un fournisseur mondial de Carrefour pour le café, le thé, les épices et les fruits frais. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre d'une accélération du développement de Carrefour en Afrique, dont le nombre de magasins est passé de 460 à 700 au cours de l'année 2025.

## Guinée-Bissau – Lancement des travaux de dragage du port de Bissau

Le gouvernement de transition de Guinée-Bissau a lancé les travaux de dragage du port de Bissau, un projet financé par la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) à hauteur de 15 Md FCFA (22,9 M EUR). L'opération vise à lever les obstacles logistiques, permettant l'accueil simultané de plusieurs grands navires, la réduction des délais d'escale de cinq à deux jours et la baisse des coûts d'exploitation. Le chantier, dont l'achèvement est prévu pour l'été 2026, devrait stimuler les échanges, renforcer la compétitivité du port et créer des emplois qualifiés. Le cumul des engagements de la BOAD en Guinée-Bissau atteint désormais 282 Md FCFA (429,9 M EUR), dont 123 Md FCFA (187,5 M EUR) consacrés à la modernisation des infrastructures de transport.

## **Kenya – Everstrong Capital prépare une offre révisée pour le PPP autoroutier Nairobi–Mombasa**

En juillet 2025, une offre du fonds d'investissement américain *Everstrong Capital* pour la construction et l'exploitation de l'autoroute Nairobi–Mombasa (419 km), dont le coût était estimé à 3,6 Md USD, a été rejetée par le *PPP Directorate* kényan, l'autorité kényane chargée de l'évaluation, de l'approbation et de la supervision des projets de partenariats public-privé. Ce refus était motivé par des incertitudes liées aux expropriations foncières ainsi que par des coûts de péage jugés trop élevés. Début janvier, *Everstrong* a confirmé son intention de soumettre prochainement une nouvelle offre. Afin de répondre aux attentes des autorités kényanes, l'entreprise s'orienterait vers une proposition fondée sur l'extension de la route existante A8, selon une approche *brownfield*, visant à limiter les risques de spéculation foncière, en maintenant le modèle de construction puis d'exploitation sur 30 ans.

## **Mauritanie – 275 M USD pour moderniser le principal corridor ferroviaire du pays**

La Banque africaine de développement (BAfD) et BEI Monde (la branche de la Banque européenne d'investissement-BEI -dédiée au développement et aux partenariats internationaux) ont annoncé un financement conjoint de 275 M USD pour moderniser le principal corridor ferroviaire de Mauritanie, reliant Zouérat (zone minière) au Port Atlantique de Nouadhibou. Les deux financements, 150 M USD de la BAfD et 125 M USD de la BEI, bénéficient d'une garantie de l'UE et sont directement octroyés à la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) qui met en œuvre le projet. Ce dernier vise principalement à réhabiliter et étendre la ligne de fer existante, améliorer la compétitivité du pays, soutenir une croissance verte et renforcer l'intégration régionale.

## **Mozambique – TotalEnergies et ses partenaires annoncent le redémarrage complet du projet Mozambique LNG de 20 Mds USD**

La cérémonie officielle s'est tenue le 29 janvier 2026 sur le site d'Afunji, dans la province du Cabo Delgado, en présence du président de la République, Daniel Chapo, et du PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné. Cette séquence intervient un peu plus de trois mois après la notification par le consortium (fin octobre) de la levée de la force majeure, à la suite d'une attaque meurtrière menée par des militants islamistes, et vient matérialiser, sur le terrain, le redémarrage effectif du projet. « Vous verrez une montée en puissance massive des activités dans les prochains mois. Un premier navire offshore a déjà été mobilisé pour commencer l'installation des infrastructures offshore », a déclaré Patrick Pouyanné lors de la cérémonie. D'une capacité projetée de 13,2

millions de tonnes par an, la première production de LNG est attendue en 2029. L'avancement global du projet est actuellement de 40 %, la quasi-totalité des travaux d'ingénierie et des achats des principaux équipements ayant été réalisés durant la période de force majeure.

## Secteurs d'activités

### Agriculture et agroalimentaire

#### Mozambique – Monopole d'Etat sur les importations de céréales

L'Institut des Céréales du Mozambique (ICM) vient d'être désigné comme seule entité autorisée à importer des céréales, principalement le riz et le blé. La création de ce nouveau monopole d'Etat vise officiellement à freiner les sorties illégales de devises, à garantir l'approvisionnement du marché et à stabiliser les prix intérieurs. En vertu de ce décret, les entreprises qui importaient auparavant ces produits devront désormais les acheter localement auprès de l'Institut.

#### Nigéria – Le Nigeria devrait lancer une première campagne nationale pour la culture du clou de girofle

L'Association nationale des cultivateurs de clous de girofle a annoncé le futur lancement d'une campagne nationale pour la culture du clou de girofle. Cette campagne devrait mettre en valeur le développement de la filière, dans une logique d'exportation, et mobiliser 74 000 agriculteurs. L'objectif affiché est de placer le Nigeria comme second exportateur de clous de girofle en Afrique, derrière la Tanzanie, alors que le marché mondial est en forte croissance.

#### Rwanda – Les exportations de café atteignent un niveau record en 2025

Le secteur caféier rwandais a enregistré en 2025 des recettes d'exportation proches de 150 M USD, selon les données du *National Agricultural Export Development Board* (NAEB). Les volumes exportés ont progressé de +39 % en glissement annuel pour atteindre 23 860 tonnes, tandis que les recettes ont augmenté de +65 %, soutenues par la hausse des prix internationaux. Le prix moyen à l'exportation s'est établi à 6,2 USD par kilogramme, en hausse de +19 % par rapport à 2024. Les revenus des producteurs ont également progressé, avec un prix moyen des cerises de café supérieur au seuil minimum fixé par la NAEB.

## Energies et matières premières

### **Gabon – Accord stratégique entre Fortescue et l'Etat gabonais concernant la mine de fer de Belinga**

Un accord stratégique entre l'Etat gabonais et le groupe australien Fortescue autour du gisement de fer de Belinga a été officialisé en ce début d'année. Un calendrier prévoit une exploitation minière effective d'ici 2030. Dans un communiqué conjoint, les ministères gabonais des Mines et de l'Énergie ont confirmé que Fortescue, à travers sa filiale Fortescue Metals Group, ne se limitera pas à l'extraction minière. Le groupe s'engage ainsi à développer l'ensemble des infrastructures connexes : chemin de fer minéralier, port en eau profonde et solutions énergétiques, dans une logique d'intégration industrielle complète.

### **Mali – Production industrielle d'or en baisse de 22,9 % en 2025**

Selon les données provisoires du ministère malien des Mines relayées par Reuters, la production industrielle d'or du Mali aurait reculé de 22,9 % en 2025 pour s'établir à 42,2 tonnes, contre 54,8 tonnes en 2024 et un pic de 66,5 tonnes en 2023. Cette contraction s'explique principalement par la suspension prolongée des activités du complexe aurifère de Loulo-Gounkoto, opéré par le groupe canadien Barrick Mining, dans le contexte d'un différend lié à l'application du nouveau code minier adopté en 2023, visant à accroître la part de valeur captée par l'État. Placé sous administration provisoire avant un accord conclu fin 2025, le site n'a produit que 5,5 tonnes en 2025, contre 22,5 tonnes un an plus tôt. En 2025, B2Gold est devenu le 1<sup>er</sup> producteur d'or industriel du pays avec 17,5 tonnes, devant Allied Gold (9,6 tonnes) et Barrick. La production artisanale serait restée stable à 6 tonnes, portant la production totale nationale à 48,2 tonnes, soit 22,7 % en deçà de l'objectif initial de 54 tonnes fixé par les autorités. Cette contraction intervient alors que le secteur extractif, largement dominé par l'or, constitue un pilier de l'économie malienne, représentant 76,5 % des exportations, 34,8 % des recettes publiques et 9,2 % du PIB en 2022 selon le rapport ITIE-Mali.

### **Namibie – Projet Venus : un impact économique majeur pour la Namibie**

Le rapport d'impact social et environnemental du projet Venus de TotalEnergies, réalisé par SLR Consulting et publié le 19 janvier, a été bien accueilli par la presse. Il met en avant l'effet sur l'emploi, avec environ 7 000 postes créés sur la durée du projet, dont 600 directs, principalement occupés par des travailleurs étrangers, les Namibiens

bénéficiant surtout des emplois indirects. Les régions d'Erongo et de Karas devraient profiter des retombées, notamment dans la construction, le transport et la logistique.

Le rapport souligne également l'impact macroéconomique, estimant que le projet pourrait contribuer entre 11 % et 16 % du PIB pendant les années de production, mais avertit d'une dépendance excessive, avec un recul possible du PIB de 3 % par an à partir de 2031. Les retombées financières pour l'État via Namcor (10 % du projet) et les taxes à l'exportation sont prévues, représentant entre 7,9 % et 14,2 % des revenus publics sur 25 ans, selon les cours du pétrole.

### **Nigéria – La NNPC annonce la finalisation de la construction du gazoduc AKK (Ajaokuta–Kaduna–Kano)**

Le gazoduc AKK (Ajaokuta–Kaduna–Kano), d'une longueur d'environ 614 km, est conçu pour transporter 2,2 milliards de pieds cubes standard de gaz par jour. Prévus initialement pour 2020, sa construction a été finalisée en décembre 2025. Pour devenir opérationnel, le gazoduc doit encore être branché aux réseaux de distribution. Il permettra ainsi d'acheminer du gaz vers le Nord du pays, participant aux objectifs de transition énergétique et d'industrialisation du Nigeria.

### **Rwanda – Le secteur minier poursuit sa progression**

Le secteur minier et des carrières a progressé de 4,1 % en glissement annuel en novembre 2025, selon les données statistiques nationales. Depuis le début de l'année, la croissance moyenne du secteur s'établit à 6,2 %. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de réformes entamées depuis 2024 visant à moderniser les modes d'exploitation, à réduire le poids de l'extraction artisanale et à renforcer le cadre réglementaire. Les activités d'exploration se développent sur plus d'une cinquantaine de zones, couvrant notamment l'or, les minerais stratégiques et les métaux critiques. L'emploi dans le secteur dépasse 92 000 personnes. Les exportations minières ont généré 1,7 Md USD en 2024, principalement portées par l'or. À moyen terme, les autorités ambitionnent d'accroître la valeur des exportations minières par la mécanisation, la transformation locale et l'augmentation des investissements.

### **RDC – La RDC affirme son ambition stratégique dans la chaîne de valeur des minerais de la transition au forum de Davos**

Le Président de la République a pris part au 56ème Forum Économique Mondial de Davos (19-23 janvier 2026), où il a présenté la RDC comme « pays-solutions » pour la transition énergétique mondiale. Il a appelé à substituer la dépendance par le partenariat, affirmant que la RDC entend jouer un rôle d'acteur stratégique et non plus de simple fournisseur de matières premières. L'approche proposée repose sur



trois engagements clés. Premièrement, la sécurité par la diversification, impliquant des investissements massifs dans l'exploration pour multiplier les sources d'approvisionnement mondiales. Deuxièmement, la prospérité par la transformation locale, où le gouvernement appelle à la délocalisation des activités de raffinage et de fabrication de composants vers les zones de production, visant la transition vers une économie d'industrialisation durable. Troisièmement, l'innovation financière et industrielle, pour attirer les capitaux long terme vers des projets intégrateurs via des mécanismes de financement innovants. Cette démarche s'inscrit dans un effort national de réforme, soutenu par le programme avec le FMI, visant à renforcer la stabilité macroéconomique et la gouvernance.

### **Sénégal - Inauguration de la 1ère centrale solaire avec stockage dédié à la régulation de fréquence du réseau électrique**

Le 22 janvier 2026, les autorités sénégalaises ont inauguré officiellement la centrale solaire Walo Storage implantée à Bokhol dans la région de Saint Louis. L'infrastructure constitue la première centrale solaire intégrant un système de stockage dédiée à la régulation de fréquence du réseau électrique au Sénégal. Elle dispose d'une capacité de 16 MWc, couplée à un dispositif de stockage par batteries de 10 MW/20 MWh. D'un coût de 40 M EUR, la centrale a été développée par l'entreprise française Africa Ren. Mise en service en juillet 2025, la centrale est raccordée au réseau de la Senelec dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité sur 20 ans. Le projet a été financé par Africa Ren, la banque de développement néerlandaise FMO, le fonds d'infrastructure pour l'Afrique émergente (EAAIF) et le Groupe de développement des infrastructures privées (PIDG). Il s'inscrit dans le cadre du programme national d'accès universel à l'électricité mis en place par les autorités, qui se matérialise notamment par la montée en puissance des projets solaires avec stockage.

### **Sierra Leone – Le pays comme bénéficiaire prioritaire d'une plateforme d'énergie renouvelable à vocation continentale**

En janvier 2025, une première transaction a matérialisé l'association de PowerGen Renewable Energy (PowerGen) avec de nombreux partenaires, dont le Private Infrastructure Development Group (PIDG), le Danish Investment Fund for Developing Countries (IFU), l'Union européenne (UE) et la Banque africaine de développement (BAfD), en vue d'étendre l'accès à l'énergie renouvelable via une plateforme visant le déploiement de 120 mégawatts (MW) d'énergie renouvelable, notamment grâce à des solutions de stockage d'énergie par batterie. Le projet, devant initialement être déployé au Nigéria, en Sierra Leone et en République démocratique du Congo (RDC) a finalement, à terme, l'ambition de concerner d'autres pays du continent. A noter

que PowerGen bénéficie du programme Power Africa, notamment sous la forme d'une assistance technique.

## **Industrie, transports et services**

### **Afrique du Sud – Croissance record du tourisme en 2025**

Le secteur touristique sud-africain signe une performance historique en 2025 avec une hausse de 17,6 % des arrivées internationales, atteignant le chiffre record de 10,5 millions de visiteurs. Cette dynamique permet au pays de surpasser enfin ses indicateurs d'avant la pandémie. Véritable pilier économique, le tourisme représentait en 2024 près de 8 % du PIB national et soutenait plus de 1,8 million d'emplois directs et indirects.

Pour consolider cette trajectoire, le ministère du Tourisme mise sur une stratégie pluridimensionnelle : la mise en œuvre de l'ETA (Electronic Travel Authorisation) pour simplifier les formalités d'entrée, une coordination accrue entre l'État et les provinces pour la promotion du tourisme, ainsi qu'un renforcement de la sécurité via le déploiement de 1 500 agents dédiés (Safety Monitors). Enfin, un plan d'investissement de 51 Md ZAR est engagé pour moderniser les infrastructures d'accueil.

### **Cameroun – Le groupe français Casino cède sa filiale de vente en gros**

Le groupe Casino, qui exploite 7 points de vente sous enseigne BAO Cash & Carry au Cameroun, a annoncé la cession définitive de sa filiale 3C Cameroun. Les termes financiers de la transaction n'ont pas été rendus publics, toutefois le groupe français indique un rachat par la société 2S Retail nouvellement créée et dirigée par le Camerounais Wilson Jonte. Selon le groupe Casino, l'opération de cession s'inscrit dans la stratégie du groupe, qui s'appuie sur des partenaires locaux pour développer ses marques en franchise à l'international. 2S Retail s'est engagée à préserver les emplois et à maintenir le concept de vente en gros à bas prix. Casino continuera d'approvisionner les magasins Bao Cash & carry avec les produits de sa marque.

### **Guinée - Partenariat avec Thomson Broadcast pour le lancement de la TNT**

Le 20 décembre 2024, la Guinée a lancé le projet de Télévision Numérique Terrestre (TNT), avec l'accompagnement de Thomson Broadcast. Ce projet, dont le coût total s'élève à 66 M EUR, a bénéficié d'un prêt de BPI France de 31 M EUR et d'un prêt du Trésor de 25 M EUR. Le projet de migration de l'analogie vers le numérique en matière de télédiffusion comprend notamment la modernisation des 15 sites de

diffusion du pays. A l'occasion de la cérémonie de lancement, le Premier ministre a souligné l'importance de ce projet pour stimuler la créativité et l'innovation dans le secteur audiovisuel.

## **Seychelles – Record d'arrivées touristiques en 2025**

Selon le rapport du Bureau national des statistiques (NBS) publié le 9 janvier, les Seychelles observent une hausse de +13,1 % des arrivées touristiques au cours de l'année 2025, pour un nombre cumulé de 398 841 visiteurs, contre 352 762 en 2024. Ces arrivées constituent un record et dépassent de +8,9 % le précédent record de 384 204 arrivées en 2019, avant la crise sanitaire. La France métropolitaine reste le 2<sup>e</sup> pays de provenance des visiteurs (10,4 % des visiteurs, en légère baisse de -1,0 %), derrière l'Allemagne (13,9 %) et devant la Russie (9,4 %).

## **Somalie – Début des travaux de construction d'une base de lancement spatial**

La Turquie a annoncé le lancement des travaux de construction d'une base de lancement spatial sur la côte somalienne. Les autorités somaliennes ont accordé un terrain de 900 m<sup>2</sup> pour le projet qui s'appuie sur des accords bilatéraux de coopération économique et militaire signés en février 2024. Le projet est suivi par le ministère de l'Industrie et de la Technologie turque et l'agence spatiale turque. Selon le ministre de l'Industrie et de la Technologie turc, le projet revêt un intérêt économique à long terme en permettant notamment le lancement de véhicules de mise en orbite de satellites, développés localement. Le ministre a également indiqué que les études de faisabilité confirment que la Somalie constituait un choix idéal pour un tel projet, notamment du fait de sa proximité de l'équateur. D'après des médias turcs, le coût de la construction serait de l'ordre de 350 MUSD.

## **Zimbabwe – Air Zimbabwe prévoit l'acquisition de six nouveaux avions pour moderniser sa flotte**

Air Zimbabwe a dévoilé un plan visant à acquérir six nouveaux avions sur les trois prochaines années pour un coût total d'environ 775,5 M USD. Cette acquisition s'inscrit au cœur d'un plan de redressement stratégique sur cinq ans destiné à moderniser la flotte et à revitaliser les opérations domestiques, régionales et internationales de la compagnie. L'objectif affiché est de remplacer les appareils vieillissants (notamment des Boeing 737 et 767), actuellement cloués au sol faute de maintenance, par des modèles plus économes en carburant, afin de réduire les coûts d'entretien élevés et d'améliorer la fiabilité opérationnelle.

La structure de l'investissement est segmentée en trois volets : deux avions pour le réseau domestique, deux jets régionaux pour renforcer la présence sur les liaisons

africaines, et enfin deux gros-porteurs long courriers destinés à relancer les vols directs vers des destinations internationales clés.

Le projet est soutenu par le Mutapa Investment Fund, qui assure la tutelle d’Air Zimbabwe, et le Trésor national. Il s’aligne sur la stratégie nationale de développement (NDS2), qui met l’accent sur l’amélioration de la connectivité pour stimuler le tourisme et l’accès entre les principaux pôles économiques et les marchés internationaux.

# Contacts

## Afrique australe

Afrique du sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe : **Thibault Dornon**

Angola : **François Removille**

Mozambique, Eswatini : **Philippe Autier**

## Afrique centrale

Cameroun, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Tchad : **Eftihia Frager**

Congo : **Vincent Fleuriet**

RDC : **Pierre Séjourné**

Gabon, Sao Tomé : **Michel Boivin**

## Afrique de l'Est et Océan indien

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda, Soudan : **Mathieu Bruchon**

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles : **Béatrice Alperte**

Ethiopie, Erythrée, Djibouti : **Christophe Morchoine**

Ouganda, Soudan du Sud : **Grégory Sidrac**

Tanzanie : **Samuel Lefebvre**

## Afrique de l'Ouest

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Niger, Burkina, Guinée, Libéria, Sierra Leone : **Ihssane Slimani-Houti**

Sénégal, Mauritanie, Cap-Vert, Gambie : **Marc Legouy**

Togo, Bénin : **Jérôme Frouté**

## Nigéria-Ghana

Nigéria : **Emmanuelle Boulestreau**

Ghana : **Julien Frioux**

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication : Bureau Multifin 2**

Benoît Campagne ([benoit.campagne@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.campagne@dgtresor.gouv.fr))

Emeline Baudet ([emeline.baudet@dgtresor.gouv.fr](mailto:emeline.baudet@dgtresor.gouv.fr))

Rédacteurs : services économiques situés en Afrique subsaharienne

Abonnez-vous : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>